



DÉCLARATION LIMINAIRE DE L'UNSA Éducation

Au CDEN de la Loire du 12 juillet 2024



Les résultats des dernières législatives sont un soulagement et sont le fruit de tous ceux qui se sont mobilisés pour préserver notre cadre démocratique. Mais ce soulagement a un goût amer. Jamais un parti d'extrême droite n'a été aussi proche du pouvoir, aussi puissant à l'Assemblée nationale et n'a autant imprégné la France de son goût pour la haine, le repli, le racisme et la violence, sur fond de revanche hideuse. **La responsabilité des démocrates et des républicains est immense.**

Il appartient aux politiques de trouver une voie pour gouverner notre pays. Mais leur devoir est **autant d'apaiser la France, que de dresser des perspectives sociales.** L'UNSA prendra sa part à sa place de syndicat, en portant des exigences pour de nouveaux conquits sociaux et un récit positif mettant au cœur l'ambition de l'égalité, de la justice, de l'écologie.

Dans ce contexte, il s'agit plus que jamais de **défendre et de promouvoir les services publics**, garants de notre bien commun et de l'intérêt général. Nous devons leur donner les moyens de fonctionner de manière optimale pour toutes et tous, sur l'ensemble du territoire national, hexagonal et ultra-marin. Cela passe par une **meilleure considération des agents**, en améliorant leurs conditions de rémunération, leur qualité de vie au travail, leur formation et en reconnaissant leur professionnalisme.

Au travers des missions d'éducation, de formation et de recherche, il s'agit de permettre la réussite de toutes et tous, de renforcer l'apprentissage de la coopération et de l'entraide, de s'enrichir des différences et de rejeter toute forme de discrimination, pour construire et expérimenter les formes d'un mieux vivre ensemble. L'UNSA Éducation et ses syndicats sont déterminés à agir dès maintenant en ce sens. Nous appelons à ce que les **corps intermédiaires soient reconnus et respectés dans ce rôle social.** En effet, démocratie et démocratie sociale sont indissociables.

Lors des dernières élections législatives, nos organisations ont pris leurs responsabilités pour empêcher la prise de pouvoir par le Rassemblement National. Mais nos organisations avaient assumé leurs responsabilités bien avant cela. Elles l'ont fait en alertant sur la peur du déclassement des populations et des travailleurs, alors que la richesse opulente de certains reste intouchée. Elles ont relayé les difficultés exprimées par nos collègues face à la crise des services publics et de leur attractivité, tandis que les réformes successives, sous couvert de modernisation, ont dégradé la situation. Nos organisations se sont fermement opposées aux changements incessants des politiques éducatives, de jeunesse et d'enseignement supérieur, qui négligeaient les conditions de travail des agents. Oui, nous avons pris nos responsabilités bien en amont, en **dénonçant très tôt ce risque majeur de vouloir contourner le dialogue social.**

L'exemple actuel illustrant ce mépris du dialogue social et des nombreuses recherches pédagogiques, est **projet conservateur et passéiste du « choc des savoirs »** que le Ministère de l'Éducation Nationale s'entête à vouloir mettre en place. Ce projet est néfaste à l'École pour les élèves et pour les personnels. Au lieu d'en guérir les maux, il renonce à les voir et va les accroître. Les groupes de niveau dès l'entrée au collège conduiront à un tri des élèves qui ne

peut qu'immanquablement accentuer les inégalités scolaires et remettre en cause le droit égal d'accès à la poursuite d'étude pour tous les élèves, principe fondateur de l'École publique. L'Unsa Education dénonce les fondements de cette politique au détriment des élèves les plus fragiles et socialement défavorisés. Pour défendre l'École publique, l'accès à une culture commune pour tous les élèves, la liberté pédagogique et les conditions de travail, **l'Unsa Education demande l'abandon de ce projet de réforme** et un investissement massif pour l'École publique et la réussite de tous les élèves.

En ce qui concerne cette phase d'ajustement de carte scolaire, nous notons des **besoins toujours prégnants en termes d'ouvertures** malgré les cinq ouvertures de classes dans le 1er degré proposées lors de cette instance. L'octroi d'éventuels moyens humains supplémentaires début septembre est positif pour ces écoles présentant des effectifs élevés mais cette temporalité (décision prise après la rentrée scolaire) place les équipes pédagogiques et les collectivités territoriales dans une attente et une indécision compliquée à vivre durant cet été.

L'Unsa Education regrette de nouveau le **nombre insuffisant d'enseignants remplaçants**. Ce manque de personnels a conduit un certain nombre d'élèves à se retrouver sans enseignants durant plusieurs jours, voire semaines, lors de cette année scolaire. La formation des enseignants en a également été fortement impactée.

En conclusion, l'Unsa Éducation tient à saluer les discussions menées avec l'administration ces derniers jours autour de cet ajustement de carte scolaire 2024 et approuve notamment le soutien apporté à quelques directions d'écoles rurales impactées par une mesure de fermeture.

